

**VILLE DE LA FERTE-BERNARD  
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES**

**ARRETE N°25-674**

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC  
12 place de la Gare – chantier SNCF - Stationnement  
Du 18 octobre au 21 novembre 2025**

**(Arrêté temporaire)**

Le Maire de LA FERTE-BERNARD,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213,

VU l'article R 610-5° du Code Pénal,

CONSIDERANT la demande présentée par l'entreprise SCHINDLER (mandatée par la SNCF) demeurant 2 place Gustave Eiffel, 94150 RUNGIS,

CONSIDERANT qu'afin de permettre à l'entreprise SCHINDLER d'installer une roulotte de chantier, au niveau du n°12 place de la Gare, sur la commune de La Ferté-Bernard, il est nécessaire de réglementer le stationnement à la même adresse.

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Du samedi 18 octobre 2025, 8h00, au vendredi 21 novembre 2025, 18h00, l'entreprise SCHINDLER sera autorisée à occuper le domaine public avec une roulotte de chantier, dans la même enceinte que le chantier SNCF, sur les 2 emplacements « arrêt minute » au niveau du n°12 place de la Gare, sur la commune de La Ferté-Bernard, dans le cadre de travaux de remplacement de 2 ascenseurs pour la gare de Saint-Ouen- l'Aumône-Liesse.

A ce titre, le stationnement sur les 2 emplacements « arrêt minute », situés devant l'entrée de la gare, au n°12 place de la Gare, sur la commune de La Ferté-Bernard, sera interdit à tout autre véhicules durant la période d'intervention.

La circulation des piétons devra être matérialisée afin de contourner le chantier en toute sécurité.

**ARTICLE 2** - La signalisation sera mise en place par le demandeur.

L'entreprise SCHINDLER doit :

- Se réserver l'emplacement nécessaire à l'aide de panneaux « Stationnement interdit ».
- Ceinturer le véhicule avec des cônes.
- Faciliter le passage des piétons.
- Afficher le présent arrêté à chaque extrémité du chantier.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté sera affiché et publié dans la forme habituelle à la Mairie.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la date d'affichage.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5** - Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Policier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Ferté-Bernard, le 9 octobre 2025

Le Maire,

**Didier REVEAU**

